

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	La prestation de conseil et de représentation juridique par un cabinet juridique pour Expertise France Côte d'Ivoire <i>Lot 1 : Conseil et représentation en Droit Privé</i> <i>Lot 2 : Conseil et représentation en Droit Public</i>
Bénéficiaire(s)	Expertise France
Pays	Côte d'Ivoire

II. Contexte et justification du besoin

Dans le cadre de ses activités, Expertise France est régulièrement confrontée à des problématiques juridiques complexes relevant de différents domaines du droit. Afin d'assurer la sécurité juridique de ses actions, d'optimiser la gestion de ses procédures, et de garantir la conformité de ses décisions aux textes en vigueur, la mobilisation d'une expertise juridique externe s'avère nécessaire.

Le présent contrat vise donc à permettre à Expertise France de bénéficier, de manière réactive et sécurisée, d'un accompagnement juridique spécialisé dans les domaines suivants :

➤ **Droit privé :**

Droit social : accompagnement en matière de gestion des ressources humaines, des relations collectives et individuelles de travail, ainsi que sur le suivi et l'interprétation des évolutions législatives et réglementaires applicables en droit du travail ivoirien ;

Droit des obligations et des contrats : analyse, rédaction et sécurisation des conventions, contrats et autres engagements relevant du droit commun, afin d'en garantir la validité juridique et la conformité réglementaire ;

Droit fiscal : conseil sur la fiscalité nationale et internationale applicable aux opérations d'Expertise France, y compris la gestion des risques fiscaux, la conformité aux obligations déclaratives et l'optimisation des dispositifs fiscaux dans le respect du cadre légal ;

Propriété intellectuelle : appui à la protection et à la valorisation des créations intellectuelles, notamment en matière de marques, brevets, droits d'auteur ou modèles, ainsi que dans la prévention et la gestion des litiges afférents ;

Contentieux en droit privé : représentation et défense d'Expertise France devant les juridictions civiles, commerciales et sociales, pour tout litige lié à l'exécution de ses missions ou à la sauvegarde de ses droits et intérêts.

➤ **Droit public :**

Droit de la commande publique : assistance sur l'ensemble des problématiques relatives

aux contrats administratifs, à la passation et à l'exécution des marchés publics, aux partenariats institutionnels, ainsi qu'à la gestion des relations avec les personnes publiques ou parapubliques ;

Contentieux en droit public : représentation et défense d'Expertise France devant les juridictions administratives et autres instances compétentes pour tout litige relevant du droit public, notamment dans le cadre de l'exécution de ses missions, de ses marchés ou de ses partenariats institutionnels.

Ce recours à une assistance juridique ponctuelle ou récurrente doit permettre à Expertise France de prendre des décisions éclairées, juridiquement fondées, et conformes à la réglementation ivoirienne et issue du droit OHADA. À ce titre, l'expertise attendue portera sur le droit ivoirien et le droit OHADA, afin de garantir la pertinence et la sécurité des conseils rendus dans les environnements locaux et régionaux où intervient l'agence.

Sans préjudice des dispositions de l'article I.10.4 du Contrat-Cadre (« Clause de dérogation à l'exclusivité du marché »), Expertise France pourra également solliciter de manière ponctuelle des avis juridiques portant sur l'application du droit français, notamment en matière de passation et d'exécution de marchés publics, dès lors que le corpus législatif et réglementaire concerné présente une cohérence substantielle avec le droit ivoirien et le droit OHADA. Cette faculté vise à garantir la production d'avis clairs, éclairés et opérationnellement pertinents, fondés sur une analyse comparative cohérente entre les systèmes juridiques applicables.

III. Caractéristiques des prestations

a) Conseils juridiques (incluant avis écrits systématiques, exemples pratiques, et recommandations détaillées adaptées au contexte opérationnel)

Dans le cadre de ses activités en Côte d'Ivoire et, plus largement, en Afrique de l'Ouest, Expertise France peut être confrontée à des problématiques juridiques nécessitant des éclairages précis, fiables et adaptés à des contextes opérationnels parfois complexes. À ce titre, le titulaire du marché sera sollicité pour fournir des prestations de conseil juridique, couvrant l'ensemble des domaines de droit ivoirien et OHADA identifiés dans le présent cahier des charges, en appui aux services de l'agence.

Ces prestations de conseil peuvent être sollicitées à tout moment par les services habilités d'Expertise France et concernent aussi bien les activités courantes de l'agence que des situations spécifiques ou exceptionnelles.

Les prestations de conseil juridique attendues comprennent, *sans que cette liste soit exhaustive* :

- Fourniture d'avis juridiques argumentés, permettant de répondre à des problématiques précises rencontrées par les services de l'agence ;
- Analyse et interprétation de textes juridiques, nationaux, européens ou internationaux (lois, règlements, directives, jurisprudence, conventions, etc.) ;
- Appréciation de la légalité d'un acte, d'une décision ou d'un projet de document (contrat, appel d'offres, note, convention, courrier, etc.) ;
- Validation juridique de documents opérationnels (contrats, clauses spécifiques, protocoles, accords de partenariat, etc.) ;
- Conseil stratégique sur des montages contractuels ou institutionnels ;
- Identification des risques juridiques et proposition de solutions alternatives visant à les limiter ou les prévenir ;
- Appui à la rédaction ou à la reformulation de clauses juridiques pour garantir leur sécurité

juridique et leur conformité réglementaire ;

- Assistance dans la gestion de situations sensibles ou contentieuses, avant toute action judiciaire éventuelle ;
- Accompagnement des équipes internes, y compris à travers des réunions de travail ou des échanges destinés à clarifier des problématiques complexes.
- Sur demande expresse et dans le cadre d'un bon de commande, réaliser des notes de veille juridique ciblées et informer l'Agence de toute évolution législative ou réglementaire pertinente pour ses activités.

Le titulaire devra garantir :

- La rigueur juridique de ses analyses et leur adéquation avec la législation et la réglementation en vigueur ;
- Une réactivité adaptée aux enjeux opérationnels d'Expertise France et dans les délais déterminés dans le bon de commande selon l'article IV a) du présent cahier des charges ;
- Une confidentialité absolue sur les dossiers traités, en lien avec la nature sensible de certaines missions, en conformité avec l'article V du présent cahier des charges ;
- Une capacité à proposer des solutions concrètes, tenant compte des contraintes propres à l'action publique, à la coopération internationale, et aux contextes parfois multi-juridictionnels dans lesquels intervient Expertise France.

Dans le cas où le conseil serait délivré par téléphone, le Titulaire s'engage à transmettre au service concerné, dans un délai maximum de deux (02) jours ouvrés suivant la conversation, un courriel reprenant précisément le contenu de l'échange ainsi que le conseil fourni. Le non-respect de ce délai pourra entraîner l'application de pénalités, conformément à l'article I.10.2 du contrat.

Les prestations de conseil, d'analyse, de veille et d'assistance juridique, réalisées hors contentieux, sont rémunérées au temps passé conformément aux tarifs unitaires (horaire ou journalier) indiqués en Section A du Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Chaque bon de commande précisera la nature de la mission, le profil mobilisé et le volume d'heures estimatif nécessaire à sa bonne exécution.

Le paiement interviendra sur la base du temps effectivement réalisé, dûment justifié par un relevé d'activité ou par tout autre document attestant de la réalité du service fait, validé par Expertise France.

a) Représentation en justice (avec suivi régulier, comptes rendus détaillés et recommandations post-audience)

Dans le cadre des procédures contentieuses susceptibles d'engager Expertise France — devant toute juridiction ou autorité compétente — le titulaire du marché devra fournir une prestation complète de représentation et d'assistance, alliant rigueur juridique, réactivité et coordination opérationnelle.

Concrètement, le titulaire assurera la représentation de l'agence devant toutes juridictions, autorités ou institutions— qu'il s'agisse de personnes morales ou physiques, de droit privé ou public — auxquelles Expertise France pourrait être amenée à présenter sa défense. Il s'engage à respecter scrupuleusement tous les délais de procédure prévus par les lois et règlements en vigueur.

Les prestations de représentation et d'assistance comprennent, sans que cette énumération soit limitative :

- La rédaction et la préparation de tous les actes de procédure nécessaires à la défense des intérêts de la personne publique — que ce soit des courriers, mémoires, conclusions, requêtes,

observations ou tout autre document juridique pertinent. Lorsqu'un mémoire est requis, le titulaire soumettra un projet pour validation, pouvant donner lieu à observations ou questions d'Expertise France ; le dépôt auprès du tribunal ou la communication à la partie adverse interviendra uniquement après acceptation explicite du projet. Ces documents devront être transmis à la fois sous format électronique et en version papier reproductible, assurant ainsi leur conservation et traçabilité.

- L'assistance opérationnelle dans la constitution et la gestion du dossier contentieux, incluant la collecte, l'analyse des pièces nécessaires, ainsi que la coordination avec les services internes compétents.
- La représentation orale devant les juridictions civiles, administratives, pénales ou spécialisées, ainsi que devant toute instance, commission ou autorité à compétence juridictionnelle ou quasi-juridictionnelle.
- La participation active aux audiences, réunions ou conciliations, avec un engagement affirmé dans la défense des droits et intérêts d'Expertise France.
- Le cas échéant, la coordination avec des conseils ou avocats partenaires, afin de mobiliser une expertise complémentaire adaptée à des enjeux spécifiques.

Le titulaire devra garantir les points suivants :

- Une représentation orale solide, claire et adaptée à chaque public (juridictions civiles, administratives, pénales, spécialisées, ou instances quasi-juridictionnelles)
- Le respect strict des délais procéduraux, pour toute procédure engagée en défense des intérêts d'Expertise France.
- L'intégration des retours de l'agence : aucun acte (mémoires, conclusions, observations...) ne sera déposé ou communiqué sans validation explicite.
- Une transmission adaptée et fiable des actes rédigés, tant en version électronique que sur support papier reproductible, pour garantir leur bonne conservation et traçabilité.
- Un suivi régulier et informé : à l'issue de chaque audience ou étape majeure, la personne publique sera informée du déroulement, des décisions rendues et des perspectives à envisager.
- Une continuité dans la représentation : un représentant désigné dès la notification du marché, avec engagement de remplacement rapide en cas d'empêchement ou de changement, afin d'assurer une défense sans rupture des intérêts.

A noter que les prestations de représentation prévues au présent marché s'appliquent exclusivement devant les juridictions, autorités et institutions de la République de Côte d'Ivoire, à compétence juridictionnelle ou quasi-juridictionnelle.

En conséquence, le titulaire n'est pas tenu d'assurer une quelconque représentation ou assistance devant des juridictions, autorités ou institutions étrangères.

Les prestations de représentation et de défense des intérêts d'Expertise France devant les juridictions, autorités ou instances compétentes sont rémunérées au forfait par procédure, conformément aux unités d'œuvre forfaitaires définies en Section B du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Chaque forfait couvre l'ensemble des diligences nécessaires à la procédure considérée : étude du dossier, rédaction et dépôt des actes de procédure, participation aux audiences, échanges avec les parties ou les juridictions, et transmission du compte rendu final.

Les frais de déplacement liés à l'exécution de ces prestations (déplacements au sein du district d'Abidjan, y compris pour les audiences et réunions de travail) sont inclus dans le forfait.

CAHIER DES CHARGES

Ces forfaits s'entendent hors frais exceptionnels et débours de procédure, tels que les expertises judiciaires, constats d'huissier, traductions assermentées, timbres fiscaux, droits de greffe, frais de consignation, droits d'enregistrement ou toute autre taxe légale ou administrative liée à la procédure.

Ces frais feront l'objet, selon le cas, d'un remboursement sur justificatifs ou d'un devis complémentaire préalablement validé par bon de commande. Les remboursements s'effectueront à l'euro près, sans marge ni commission, et ne donneront pas lieu à application de la TVA lorsqu'ils correspondent à des débours refacturés à coût réel.

Aucun honoraire complémentaire ne pourra être facturé sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

IV. Modalités d'exécution**a) Forme de la saisine**

Les demandes de prestations pourront être formulées par téléphone ou résulter d'un échange en présentiel, qu'il s'agisse d'un rendez-vous ou d'une réunion de travail, notamment dans les situations complexes nécessitant des clarifications préalables.

Dans tous les cas, elles devront être confirmées sous la forme d'un bon de commande émis par Expertise France. Ces bons de commande seront établis au fur et à mesure de l'apparition des besoins qui pourront se faire par des Termes de Références si besoin et préciseront l'objet de la mission, les délais d'exécution attendus ainsi que, le cas échéant, les documents et pièces indispensables à sa bonne réalisation.

Dès réception de la commande, le Titulaire devra en accuser réception par courriel dans un délai maximum de deux (02) jours ouvrés. À défaut d'accusé de réception dans ce délai, le point de départ du délai d'exécution sera fixé à la date d'envoi du bon de commande par Expertise France.

b) Délais d'exécution

Sauf accord contraire entre les parties, les délais maximaux suivants s'appliqueront au Titulaire :

- Pour les prestations non urgentes : remise dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.
- Pour les prestations urgentes : remise dans un délai de 72 (soixante-douze) heures à compter de la notification du bon de commande.

Ces délais d'exécution incluent l'ensemble des phases nécessaires à la préparation, la réalisation et l'achèvement des prestations, y compris, le cas échéant, le retour des pièces du dossier. Les délais d'exécution applicables seront systématiquement indiqués sur le bon de commande.

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel fixé pour l'exécution d'un bon de commande, il devra adresser au service bénéficiaire une demande expresse de report de délai. Cette demande devra exposer clairement les circonstances à l'origine du retard envisagé, la date de survenance du fait générateur, ainsi que la durée supplémentaire sollicitée.

En cas de refus motivé du service bénéficiaire, les pénalités prévues à l'article I.10.2 du contrat seront appliquées pour toute demande de prolongation jugée injustifiée.

Concernant les comptes-rendus d'audience, le Titulaire s'engage à les transmettre dans un délai

CAHIER DES CHARGES

maximal d'un (01) jour ouvré à compter de la date de l'audience.

Pour toute décision rendue par une juridiction, le Titulaire devra transmettre, dans un délai de deux (02) jours ouvrés à compter de la réception de ladite décision, un exemplaire de la décision accompagnée de son analyse, des conseils juridiques afférents pour les dossiers similaires, ainsi que d'un avis motivé sur les voies de recours envisageables.

La date de transmission des documents par le Titulaire sera attestée par l'envoi d'un message électronique au service concerné, assorti d'un accusé de réception. À défaut de retour d'accusé de réception, la date d'envoi du message électronique, prouvée par une copie papier incluant l'adresse électronique des destinataires ainsi que la date et l'heure d'envoi, fera foi.

Tout manquement au respect de ces délais pourra entraîner l'application de pénalités conformément à l'article I.10.2 du contrat.

c) Personnes habilitées à saisir le prestataire

Seules les personnes suivantes sont autorisées à saisir le prestataire, dans le cadre de l'exécution du marché :

- Le Directeur Pays d'Expertise France en Côte d'Ivoire ;
- Le Coordinateur des Fonctions Transverses de l'Unité Support Projet d'Expertise France en Côte d'Ivoire ;
- La Responsable juridique d'Expertise France en Côte d'Ivoire ;
- Le Responsable RH d'Expertise France en Côte d'Ivoire ;
- Le Responsable administratif et financier d'Expertise France en Côte d'Ivoire.

Ces personnes, clairement identifiées au sein de l'organisme, disposent de l'autorité nécessaire pour formuler toute demande de prestation, orienter les échanges ou activer les services du titulaire.

d) Conditions spéciales relatives à l'exécution du marché

Le Titulaire s'engage à respecter avec la plus grande rigueur les règles déontologiques applicables à sa profession, et notamment les principes d'indépendance, de loyauté et de secret professionnel. Il s'interdit expressément d'accepter toute mission qui, directement ou indirectement, pourrait compromettre ces obligations ou créer une situation de conflit d'intérêts, que celui-ci soit avéré potentiel ou seulement apparent. Cette vigilance s'applique pendant toute la durée du marché et pour chaque dossier traité.

En contrepartie, Expertise France s'engage à fournir au Titulaire, dans les délais compatibles avec la bonne exécution de sa mission, l'ensemble des éléments, pièces et informations nécessaires, complètes et à jour, afin de lui permettre de rendre un service pertinent, sécurisé et conforme aux enjeux juridiques de la personne publique. Cette coopération active et régulière est considérée comme une condition essentielle à la bonne réalisation des prestations.

e) Désignation et gestion du représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur unique dûment habilité, chargé d'assurer la coordination globale avec Expertise France pendant toute la durée d'exécution du contrat. Cet interlocuteur, ou à défaut une adresse électronique unique spécifiquement dédiée, constituera l'unique point de réception des bons de commande et de toute correspondance officielle.

Selon la nature et le domaine juridique de la mission confiée, le Titulaire s'engage à mobiliser l'avocat

CAHIER DES CHARGES

ou l'expert disposant de l'expertise la plus adaptée, en veillant à ce que les compétences mises en œuvre correspondent pleinement aux enjeux du dossier. L'interlocuteur unique restera responsable de la coordination entre Expertise France et l'avocat ou expert spécialisé, ainsi que du suivi administratif et contractuel des prestations.

En cas d'empêchement ou de changement de l'interlocuteur unique, le Titulaire en informera immédiatement le pouvoir adjudicateur par un moyen garantissant une date certaine de réception et nommera sans délai un remplaçant aux compétences équivalentes.

Lorsqu'un avocat ou expert expressément désigné intervient sur un dossier en cours et se trouve dans l'impossibilité de poursuivre la mission, le Titulaire devra en informer sans délai Expertise France et proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, accompagné de ses références et qualifications. À défaut d'opposition motivée dans la semaine suivant la réception de cette proposition, le remplaçant sera réputé accepté.

V. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter de manière absolue le secret professionnel et la confidentialité des informations auxquelles il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cette obligation couvre toutes les consultations, correspondances, notes d'entretien et, plus largement, l'ensemble des documents et éléments liés aux missions confiées, qu'ils soient de nature écrite, orale ou électronique.

Le secret professionnel s'applique de façon générale, illimitée dans le temps et sans restriction de nature ou d'origine des informations concernées. Le Titulaire veillera à ce qu'aucune donnée, document ou information confidentielle ne soit communiquée, directement ou indirectement, à des tiers non autorisés, sauf accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ou dans les cas où la loi l'exige expressément.

Cette obligation s'étend à tout le personnel du Titulaire ainsi qu'à ses éventuels sous-traitants, lesquels devront être soumis aux mêmes engagements de confidentialité. Le Titulaire demeure responsable du respect de cette obligation par l'ensemble des personnes placées sous son autorité ou intervenant pour son compte.

VI. Tableau récapitulatif des délais

Type de prestation ou d'action	Délai maximum	Point de départ du délai	Remarque	Pénalité
Conseils donnés par téléphone	2 jours ouvrés	Date de la conversation téléphonique	Transmission par courriel du compte rendu écrit reprenant fidèlement le contenu de l'échange et le conseil fourni.	50 € HT par jour ouvré de retard
Prestations non urgentes	15 jours calendaires	Date de notification du bon de commande	Inclut préparation, réalisation et achèvement de la prestation.	50 € HT par jour ouvré de retard
Prestations urgentes	72 heures	Date de notification du bon de commande	Inclut toutes les phases jusqu'à la remise finale.	100 € HT par jour ouvré de retard
Comptes rendus d'audiences	1 jour ouvré	Date de l'audience	Transmission par écrit avec les informations essentielles.	50 € HT par jour ouvré de retard
Décisions juridictionnelles	2 jours ouvrés	Date de réception de la décision	Inclut analyse juridique, conseils pour dossiers similaires et avis motivé sur les voies de recours.	50 € HT par jour ouvré de retard
Remplacement d'un expert ou avocat en cours de dossier	7 jours calendaires	Date de notification de l'indisponibilité	Proposition d'un remplaçant aux compétences équivalentes, accompagné de références.	50 € HT par jour ouvré de retard